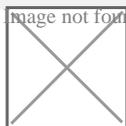


image not found or type unknown



SOMMAIRE : [Quoi de neuf](#) / [Actus régionales](#) / [Appel à projet](#) / [Veille législative](#) / [Actus sociales](#) / [Agenda](#)

Flash n°01 du 09
janvier 2024

QUOI DE NEUF

Meilleurs vœux !

Publié le 08 Janvier 2024

Le président, Daniel Fouillouse, le conseil d'administration et l'équipe du CREAM Hauts-de-France vous souhaitent une belle année 2024.

Rendez-vous sur le nouveau site internet d'Intimagir HDF

Publié le 09 Janvier 2024

Le centre de ressources vie intime, affective, sexuelle et parentalité et lutte contre les violences des personnes en situation de handicap des Hauts-de-France a mis en ligne son site internet fin 2023.

Cet espace virtuel vous proposera de découvrir les actions mises en œuvre, de suivre l'actualité, et d'accéder aux ressources utiles.

<https://intimagir-hdf.org/>

Déjà présent sur [LinkedIn](#), Intimagir Hdf possède désormais sa [page Facebook](#).

Enfin une infolettre, vous permettra de rester informé des actualités. [Inscrivez vous en ligne](#)

Pour plus de renseignements intimagir@creaihdf.org

Formation - Action Prévenir les situations critiques et complexes

d'enfants et de jeunes

Publié le 21 Novembre 2023

Le CREAI Hauts-de-France, en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France, propose une formation-action "Prévenir les situations critiques et complexes d'enfants et de jeunes : coordination territoriale des acteurs pour mieux répondre à la sécurité des parcours".

A destination des acteurs du social, du médico-social, du sanitaire, de la prévention spécialisée, de la PJJ et de l'Education Nationale du valenciennois, les formations-actions se dérouleront sur le secteur de Valenciennes.

Une réunion d'information est prévue le 15 janvier 2024 de 14H à 16H

Renseignements et inscriptions hbonte@creaihdf.org

ACTUS REGIONALES

Catalogue de formation NeurodeV 2024

Publié le 12 Septembre 2023

Le catalogue de formation NeurodeV 2024 est en ligne !

Petites nouveautés de la rentrée :

les inscriptions en ligne la prise en compte de vos besoins suite au recensement régional de nouvelles modalités d'intervention (classes virtuelles, formations en présentiel, intra-muros) à Lille et à Amiens de nouvelles formations pour renforcer l'accès au diagnostic et l'inclusion des enfants qui présentent des troubles du neurodéveloppement

Se former pour acquérir l'expérience de demain !

<https://neurodev.catalogueformpro.com>

et sur www.neurodev.fr

Contact : formation@neurodev.fr

Amélioration de l'offre de services publics dans le domaine de la santé

Publié le 05 Septembre 2023

Dans un objectif de réduction des inégalités sociales et territoriales de la région Hauts-de-France, le FEDER du programme Opérationnel 2021-2027 (P7 OS 5.2 Action 1 catégorie 1 et 2) accompagnera le financement d'équipements publics des espaces ruraux dans les domaines de la santé et de la solidarité afin de:

Lutter contre la désertification médicale et améliorer l'accès à l'offre de soins des publics les moins favorisés, Améliorer et moderniser la prise en charge en équipant les établissements du médico-social, Apporter une solution de prise en charge non existante pour des problématiques nouvelles, Compléter l'offre médico-sociale sur le territoire régional.

L'appel à projets démarre le 15 septembre 2023

Retrouvez également [l'invitation au webinaire](#) de présentation qui se déroulera le 12 septembre à 10h00.

[Pour en savoir plus](#)

L'insertion par l'activité économique au service de la transition écologique

Publié le 19 Décembre 2023

Les inégalités sociales contre lesquelles œuvre la Fondation Caritas France sont amplifiées par les bouleversements climatiques qui s'accroissent. Face à la crise écologique, la Fondation Caritas France favorise le développement de projets à double impact, écologique et social, en associant les personnes les plus démunies, « expertes » de la sobriété.

L'ambition de la FCF est d'expérimenter les modalités d'une transition écologique réellement inclusive.

Ce programme s'adresse aux structures d'insertion par l'activité économique qui permettent le retour à l'emploi en France métropolitaine des publics précaires, notamment les associations loi 1901 et ACI.

[Formulaire de candidature](#)

Prix de l'inspiration en ESS 2024

Publié le 19 Décembre 2023

Le Concours a pour objectif de distinguer des initiatives d'intérêt général de dimension locale, d'utilité

sociale, exemplaires et/ou novatrices au plan social, sociétal, environnemental ou culturel.

Exceptionnellement en 2024 et en cohérence avec la volonté du Crédit Coopératif de contribuer, par les valeurs du sport, à changer le regard sur le handicap et d'accompagner l'inclusion, la banque et sa fondation lancent une catégorie supplémentaire : les Prix #Agir2024.

Il y a donc 2 catégories pour les Prix de l'inspiration en ESS 2024 :

- Les Prix de l'inspiration en ESS. L'édition 2023 était d'ailleurs la 40ème,
- Les Prix #Agir2024 pour des projets en lien avec le sport et le handicap.

[Pour en savoir plus](#)

VEILLE LEGISLATIVE

Veille au 09 janvier 2024

Publié le 09 Janvier 2024

Accessibilité

Arrêté du 26 décembre 2023 relatif aux attestations de respect de la réglementation d'accessibilité dans les bâtiments neufs et existants aux personnes en situation de handicap

[JORF n°0304 du 31 décembre 2023](#)

Accords de travail

Arrêté du 28 décembre 2023 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif

[JORF n°0304 du 31 décembre 2023](#)

Arrêté du 26 décembre 2023 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif

[JORF n°0304 du 31 décembre 2023](#)

Action sociale

Décret n° 2024-2 du 2 janvier 2024 relatif au montant minimal mentionné au 1° du I de l'article L. 314-2-1 du code de l'action sociale et des familles

[JORF n°0001 du 3 janvier 2024](#)

Décret n° 2023-1431 du 30 décembre 2023 relatif au temps consacré au lien social concourant à prévenir la perte d'autonomie mentionné à l'article L. 232-6 du code de l'action sociale et des familles

[JORF n°0304 du 31 décembre 2023](#)

Arrêté du 22 décembre 2023 relatif aux plafonds de ressources de certaines prestations familiales

[JORF n°0300 du 28 décembre 2023](#)

Arrêté du 22 décembre 2023 relatif aux montants des plafonds de ressources de certaines prestations familiales et aux tranches du barème applicable au recouvrement des indus et à la saisie des prestations à Saint-Pierre-et-Miquelon

[JORF n°0300 du 28 décembre 2023](#)

Détention

Décret n° 2023-1393 du 29 décembre 2023 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance relative aux droits sociaux des personnes détenues du 19 octobre 2022

[JORF n°0304 du 31 décembre 2023](#)

ESMS

Arrêté du 27 décembre 2023 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 22 applicable aux établissements et services publics sociaux et médico-sociaux

[JORF n°0303 du 30 décembre 2023](#)

Arrêté du 26 décembre 2023 relatif au Répertoire national de l'offre et des ressources en santé et accompagnement social et médico-social (ROR)

[JORF n°0299 du 27 décembre 2023](#)

Finance

LOI n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 (1)

[JORF n°0303 du 30 décembre 2023](#)

Formation

Décret n° 2023-1275 du 27 décembre 2023 relatif à la validation des acquis de l'expérience

[JORF n°0300 du 28 décembre 2023](#)

Logement

Décret n° 2023-1364 du 29 décembre 2023 relatif aux dérogations aux conditions de ressources pour accéder au logement social

[JORF n°0303 du 30 décembre 2023](#)

Mineurs non accompagnés

Décret n° 2023-1253 du 26 décembre 2023 relatif aux modalités de répartition des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille

[JORF n°0299 du 27 décembre 2023](#)

Décret n° 2023-1240 du 22 décembre 2023 modifiant les modalités de mise à l'abri et d'évaluation des personnes se déclarant mineures et privées de la protection de leur famille et les modalités de versement de la contribution forfaitaire de l'Etat aux dépenses engagées par les départements pour l'évaluation de ces personnes

[JORF n°0298 du 24 décembre 2023](#)

Personnes âgées

Arrêté du 29 décembre 2023 relatif à la mise en œuvre de la comptabilité analytique applicable aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes gérés par des organismes à but lucratif ou non habilités ou minoritairement habilités à l'aide sociale

[JORF n°0304 du 31 décembre 2023](#)

Arrêté du 26 décembre 2023 relatif aux prix des prestations d'hébergement de certains établissements accueillant des personnes âgées

[JORF n°0304 du 31 décembre 2023](#)

Personnes vulnérables

Arrêté du 28 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2021 portant agrément d'une expérimentation d'actions médico-sociales en faveur de personnes en situation de précarité

[JORF n°0303 du 30 décembre 2023](#)

Protection juridique des majeurs

Décret n° 2023-1379 du 28 décembre 2023 relatif aux conditions d'exercice des mandataires judiciaires à la protection des majeurs

[JORF n°0303 du 30 décembre 2023](#)

Psychologie

Décret n° 2023-1247 du 22 décembre 2023 relatif à la prise en charge des séances d'accompagnement psychologique

[JORF n°0298 du 24 décembre 2023](#)

Sécurité sociale

LOI n° 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024 (1)

JORF n°0299 du 27 décembre 2023

Arrêté du 19 décembre 2023 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2024

JORF n°0301 du 29 décembre 2023

ACTUS SOCIALES

Les assistants familiaux en 2021

Publié le 09 Janvier 2024

En 2021, près de 38 000 assistants familiaux exercent en France métropolitaine, majoritairement des femmes, employées par les départements à 88 %. La moitié d'entre elles ayant atteint ou dépassé l'âge de 55 ans, la question du renouvellement de cette profession se pose avec acuité. Cet âge relativement élevé tient en partie au fait que l'entrée dans ce métier, qui s'ouvre peu à peu aux hommes, s'effectue en deuxième partie de carrière, après un parcours souvent effectué dans le domaine de l'aide aux enfants et aux jeunes en difficulté. Dès lors, cette profession apparaît souvent comme l'aboutissement naturel d'une carrière antérieure, et les assistants familiaux lui témoignent un fort attachement, envisageant notamment de reculer leur départ à la retraite, de cumuler retraite et emploi ou de renoncer à une partie de leurs congés. Dans ce métier qui connaît peu le chômage et où l'emploi se trouve rapidement une fois l'agrément obtenu, un mouvement de professionnalisation s'opère depuis la création, en 2005, du diplôme d'État d'assistant familial (DEAF). Non obligatoire pour exercer, il s'obtient à l'issue d'une formation, quant à elle obligatoire, de 240 heures. En 2021, les deux tiers des assistants familiaux ayant reçu leur agrément après 2005 possèdent un DEAF, deux fois plus que les précédents.

[Etudes et résultats n°1291](#)

Source : Drees, 28 décembre 2023

Prise en charge et accompagnement des victimes de faits d'inceste et de violences sexuelles pendant leur minorité

Publié le 09 Janvier 2024

Ce rapport intervient sur un sujet complémentaire aux travaux menés par la CIIVISE : il se concentre sur la prise en charge et l'accompagnement des personnes majeures, victimes d'abus sexuels pendant l'enfance.

Ce rapport identifie et formule des pistes et propositions selon trois axes : écoute et orientation, réparation, organisation de la coordination et du suivi.

La mission a analysé les dispositifs d'écoute existants et exploré les possibilités d'orientation vers un accompagnement au plus près du domicile, puis a identifié des conditions de création d'un parcours de réparation et enfin s'est penchée sur la coordination et le suivi des mesures prises.

Rapport

Source : IGAS, décembre 2023

Démarches de recueil de la satisfaction des personnes hébergées ou accueillies en EHPAD?

Publié le 09 Janvier 2024

Cette enquête s'est inscrite dans le cadre de l'élaboration d'un [guide méthodologique](#) publié par la HAS en septembre 2023 afin de soutenir les établissements dans leur démarche de recueil du point de vue des personnes accueillies et/ou hébergées en EHPAD.

[Les résultats de cette enquête](#) réalisée auprès de 1000 EHPAD vise un établir un état des lieux des pratiques.

Source : HAS, 26 décembre 2023

La protection de l'enfance à l'horizon 2030-2035

Publié le 09 Janvier 2024

Cinq organisations du secteur de la protection de l'enfance ont présenté leurs observations sous forme de quatre scénarios montrant ce que pourrait devenir la protection de l'enfance d'ici 2030-2035.

Cette réflexion menée depuis 2020 par 5 organisations (Apprentis d'Auteuil, Chanteclair, la Croix-Rouge Française, La Vie au Grand Air, SOS Villages d'Enfants) a pour objectif premier de lancer le débat et le dialogue. Elle s'est articulée autour de quatre axes les politiques publiques, les publics accompagnés, les dispositifs d'accueil et d'accompagnement, les professionnels et métiers de la Protection de l'enfance.

[Ce rapport](#) présente les enjeux de la Protection de l'enfance au cours des quinze années à venir.

Source : Les apprentis d'auteuil, novembre 2023

AGENDA

Protection de l'enfance et éducation au numérique

Le 25 janvier 2024

Echelle : En région

L'ENPJJ organise les 24èmes journées de valorisation de la recherche les 25 et 26 janvier 2024 à Roubaix sur le thème "Protection de l'enfance et éducation au numérique" Quels enjeux ? Quelles pratiques?

Les professionnels du champ de la protection de l'enfance observent chaque jour les évolutions contemporaines des pratiques médiatiques des jeunes avec lesquels ils travaillent : forte présence sur les réseaux socio-numériques, devant les écrans, centralité du téléphone portable au quotidien, nouvelles manières de s'informer et de communiquer, mais aussi difficultés pour certains à utiliser les dispositifs numériques lorsqu'il s'agit de bureautique, de démarches administratives, d'école à distance, d'orientation scolaire ou d'insertion professionnelle. Ces constats interrogent. Comment ces évolutions influencent-elles le quotidien des jeunes, leur construction identitaire, leur socialisation ? Comment expliquer des disparités d'usage, et plus globalement de rapport au numérique, chez des jeunes dont on présume souvent un rapport fluide et intuitif à ce dernier ? L'éducation aux médias et à l'information (EMI) en contexte numérique peut-elle être un levier d'insertion ? Autant de questions qui posent, en creux, celle du rôle des professionnels de la protection de l'enfance dans l'EMI, dont la nécessité n'est pas aujourd'hui d'être soulignée. En sont-ils des acteurs à part entière ? Si oui, peut-on dégager des enjeux et des pratiques spécifiques à cette « éducation à » menée à partir du champ de la protection de l'enfance ? C'est à ces questions que seront consacrées les 24èmes journées de valorisation de la recherche de l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ), intitulées « Protection de l'enfance et éducation au numérique. Quels enjeux ? Quelles pratiques ? ». L'EMI constituant un champ d'étude vaste et aux contours mouvants, spécialement lorsqu'elle aborde le numérique, ces 24èmes JVR ont été pensées à travers trois angles permettant d'apporter des éclairages sur des facettes de l'EMI qui ne sont, à ce jour, pas les plus explorées, bien qu'entrant fortement en écho avec les pratiques quotidiennes des professionnels de la protection de l'enfance.

[Programme](#)

[Pour en savoir plus](#)

Bien vieillir et handicap

Le 13 février 2024

Echelle : En région

Le mardi 13 février 2024, les papillons blancs de Roubaix-Tourcoing organisent un colloque : « Bien vieillir et handicap »

Avec l'allongement de l'espérance de vie, la question du vieillissement des personnes présentant une déficience intellectuelle devient de plus en plus prégnante.

Même si une dynamique est déjà engagée, ce phénomène pose un certain nombre de défis pour l'adaptation de l'offre médico-sociale : augmentation des besoins de santé, évolution des modes de vie (logement, rythmes...), changements d'activités, développement des accompagnements en fin de vie.

AFAR - Vie amoureuse, affective et sexuelle des personnes âgées

Le 07 mars 2024

Echelle : National

Associer l'âge avancé et la sexualité fait partie des derniers tabous.

Cette réalité émerge pourtant avec, comme chez l'adulte, un arc-en-ciel de situations allant de la prédation à la vie pleine du rétablissement en psychiatrie. Les entraves et les dangers sont à mieux connaître. À domicile comme dans les lieux de vie collective, un environnement informé et bienveillant est d'autant plus nécessaire que les personnes sont fragiles.

En présentiel ou en distanciel

[Inscription](#)

[Programme](#)

OFFRES D'EMPLOI

Chaque semaine, vous pouvez consulter les offres d'emploi en cliquant sur le lien présent dans le mail du Flash Infos.

Chaque semaine, l'intégralité des offres d'emploi est disponible sur [l'Espace Flash en cours](#), en cliquant sur « les dernières offres » (avec vos identifiants).

Tarifs Offres d'emploi :

Etablissements contribuant au CREAI : gratuit

Etablissements ou structures non contribuant : Première parution 120 €, parution supplémentaire 15 €

Tarifs Abonnement annuel au Flash Info :

Etablissements contribuant au CREAI : gratuit

Etablissements ou structures non contribuant : 145 €

Particulier : 59 €

Les adresses et informations recueillies font l'objet d'un archivage informatique pour une utilisation exclusive par le CREAM Hauts-de-France et ne sont pas cédées à des tiers. Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent (art. 34 de la loi "Informatiques et Libertés" du 6 janvier 1978). Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez contacter le CREAM à l'adresse ci-dessous.

Flash Hebdomadaire édité et imprimé par le CREAM / 54 Bd Montebello / BP 92009 / 59011 Lille Cedex

Tél : 03.20.17.03.03. /Fax : 03.20.17.03.17. / ISSN 0753-6906

Responsable de la publication : Frédéric Ghyselen

Sélection des informations : Laurence Allaëys

Offres d'emploi : Marie Declercq

Adresse du site : <http://www.creamhdf.fr/>

CREAM du Hauts-de-France

Siège social : 54, Bd Montebello - BP 92009 - 59011 Lille Cedex

Tél. 03 20 17 03 03 - Fax. 03 20 17 03 17